

XII<sup>e</sup> Année

**№ 132**

Novembre 1937

# PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

**CAUCASE** } GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

## S O M M A I R E

---

La faillite du Communisme.....	G. G.
Les mensonges de la statistique soviétique .....	Jean Charlet
Les élections soviétiques et les allogènes .....	M. Danko
Les peuples opprimés de Russie et la Conférence de Lausanne en 1916..	Prof. G. Yaschke
L'Azerbaïdjan et le III-me plan Quinquennal .....	A. A.
A travers les journaux.....	***
<i>Chronique</i> : Géorgie.— Azerbaïdjan.— Ukraine .....	***
<i>Bibliographie</i> .....	***

---

*Direction et Administration :*

**18, Bd du Montparnasse, 5, square du Croisic - Paris**

---

---

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

---

## La faillite du Communisme

Gustave le Bon disait que la doctrine communiste est bourrée de telles promesses aussi fallacieuses qu'irréalisables qu'il est absolument nécessaire qu'un pays en fasse une expérience pour mettre le monde en garde contre le fléau qui le menace.

Cette expérience est déjà faite. Le mérite en revient à la Russie soviétique. Elle a démontré, après vingt ans de massacres et de fusillades toute la fausseté de la théorie qui n'engendre que ruines et misère dans tous les domaines de la vie nationale et sociale. On a beau entourer le territoire soviétique d'un mur infranchissable, la vérité n'en est pas moins éclatante devant les yeux qui voudraient voir la réalité et non pas des mirages. Le système soviétique va à la dérive, mais ses innombrables agents, triés sur le volet et bien payés font semblant de s'émerveiller du résultat acquis, résultat qui aurait transformé la Russie en un paradis terrestre.

— « Nous avons supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme », déclament-ils sur toutes les ondes de la radio..

Eh bien, *C'est faux*. Nulle part dans le monde l'homme n'a été exploité d'une façon aussi impitoyable, aussi inhumaine qu'actuellement en Russie. Dans d'autres pays le travailleur, quoi qu'on en dise, garde tout de même sa dignité d'homme. Il est libre, il peut quitter un travail qui ne lui plaît pas, il peut se défendre devant le tribunal, il a droit d'organiser ses syndicats et même des grèves pour la défense de ses intérêts professionnels. Rien de pareil en Russie, où toute la population est tenue de s'inscrire, soit dans une usine, soit dans un kolkhoz ou un sovkhos (exploitation collective rurale). Ainsi embrigadée elle doit accepter le travail qu'on lui assigne et travailler sans broncher, sous le knout d'un brigadier. Le caractère, la durée et le prix du travail dépendent exclusivement du bon plaisir de l'Etat esclavagiste. Le travailleur n'a pas le droit de se déplacer, de chercher un autre travail, de porter plainte contre ses oppresseurs, d'organiser une association professionnelle, encore moins de rêver d'une grève. S'il manifeste le moins

dre mécontentement du régime dont il est victime, il est déclaré contre-révolutionnaire, trotskiste ou boukharinien, fusillé ou déporté dans un camp de concentration.

Que gagne un ouvrier soviétique ? Exprimé en viande, le gain de l'ouvrier représente 22 kgs par mois ; en beurre, 8 kgs ; en vêtement, le tiers du prix d'un costume. Lorsqu'on traduit les salaires en alimentation ou en produits de première nécessité, on constate que le salaire de l'ouvrier en Europe est 7 ou 8 fois supérieur à celui de son camarade soviétique.

C'est-ce qu'on appelle « supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme ! »



— « Nous avons liquidé le chômage » ! clament les thuriféraires soviétiques.

Cela est *encore faux* ! Quand on ne peut pas changer la chose, on change le mot. Les Soviétiques n'ont pas fait autre chose. Ils ont remplacé les mots « chômeurs » et « chômage » par les mots « ouvriers illégaux ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Une loi soviétique défend catégoriquement d'embaucher les travailleurs : 1° Ceux tout d'abord qui n'ont pas de passeport ; 2° Ceux qui n'ont pas obtenu l'autorisation d'habiter la localité où se trouve l'usine ; 3° Ceux ayant été révoqués pour cause de « progoul » (absence injustifiée), de manque de discipline ou d'autres délits. Tout ouvrier désirant quitter l'usine à laquelle il est attaché, doit se présenter au commissariat local avec son passeport pour obtenir l'autorisation écrite de se rendre ailleurs. Naturellement, si

l'administration de l'usine a besoin de lui, on lui refuse cette autorisation. Et si, malgré cela, il quitte l'usine, il devient « illégal » et, par conséquent *chômeur*.

Combien sont-ils, ces prolétaires illégaux ? A en juger d'après les données partielles, les « illégaux » doivent se compter par *centaines de mille*. Un décret du 15 décembre 1928 oblige tous les ouvriers à *accepter* n'importe quel travail, à n'importe quel endroit du pays et aux conditions imposées par l'administration compétente. Les tribunaux condamnent aux travaux forcés les ouvriers qui refusent d'accepter de telles conditions. Le chômage étant supprimé sur le papier, il n'existe naturellement ni enregistrement des chômeurs, ni allocation de chômage. Les malheureux « illégaux » ne touchent rien. Ils sont tout simplement déportés en Sibérie ou exécutés.

Pour supprimer le chômage on supprime les chômeurs.



— « Nous avons réduit à 7 heures la journée de travail », clament les bolcheviks.

*C'est faux* ! Les déclarations officielles de la presse soviétique témoignent que la journée de 7 heures a été, en fait transformée en journée de 8, 9 et même 12 et 15 heures, en dépit des prescriptions expresses du Code du Travail, et cela, dans les branches les plus importantes de l'industrie soviétique. Les autorités ne conçoivent même pas la nécessité de combattre une violation si flagrante et si inadmissible des lois. Tel est le trait spécifique du régime soviétique.

Voici par exemple, d'après l'organe du comité exécutif local *Molot*, quelle est l'organisation du travail dans le bassin du Donetz : « Les ouvriers se plaignent de la violation des lois. La prolongation de la journée de travail est entrée dans les habitudes et la durée de la journée de travail est établie à 12-15 heures (!). Aucun ouvrier ne sait quand son travail commence. Les jours de repos sont supprimés par ordre du chef. On refuse les congés aux ouvriers. Et couramment ils sont l'objet d'injures et d'embêtements. »

On pourrait croire que la journée de 15 heures est un fait invraisemblable dans ce pays où la loi fondamentale de la Constitution fixe à 7 heures la durée de la journée de travail. Nous venons cependant de voir que la journée de 15 heures est couramment pratiquée dans le bassin du Donetz. Mais ce record est battu dans la région houillère de Kouznetzk. Là on retient les travailleurs au fond de la mine durant 16 et même 20 heures sans interruption.

— « Nous avons élevé le niveau matériel et culturel des masses travailleuses », clament encore les thuriféraires soviétiques.

*C'est faux.* Tous les voyageurs qui ont visité la Russie et dont la probité intellectuelle n'est point contestable, sont unanimes à constater la misère effroyable où se débat la population. Il ne peut en être autrement dans un pays où le travailleur reçoit un salaire qui lui donne tout au plus la possibilité de vivre cinq ou six jours. La classe ouvrière a grand-peine à se caser soit dans un immeuble, soit dans une baraque,

soit dans de petites maisons d'été en bois, fort chères et glaciales en hiver. On compte en principe, dans chaque maison autant de familles qu'il y a de pièces. En général, une famille dispose de 10 à 20 mètres carrés pour 3, 4, 5 personnes. Parfois plusieurs familles habitent dans la même pièce. Le mobilier est misérable. Une partie de la famille dort sur des vêtements étendus à terre. « Une autorité sanitaire anglaise, écrit Sir Walter Citrine, n'aurait jamais toléré l'existence de tels « clapiers à lapins. » Nous avons des taudis en Angleterre qui me font rougir de honte lorsque j'y pense, mais je n'en ai jamais vu de comparables à ceux-là. »

M. Andrew Smith, un ardent communiste américain qui a passé trois ans en Russie, écrit lui aussi : « Je ne puis rester plus longtemps dans cette baraque. Une odeur de pétrole et celle de ces corps humains, d'une saleté repoussante, me prenaient à la gorge. Les lavabos ne consistaient qu'en une seule pompe située à l'extérieur du bâtiment et les W.-C. se trouvaient dans une cabane en ruines, non chauffée, bien entendu, et dépourvue de sièges. Je ressentis une horrible impression en voyant les punaises et la vermine courir de tous côtés. L'atmosphère était saturée de tristesse et de la plus profonde misère. »

C'est-ce qu'on appelle cyniquement « élévation continue du niveau matériel et culturel des masses travailleuses » en U.R.S.S. !

— « Le socialisme vivant, c'est le droit au travail, le droit au repos, le droit à l'instruction, garantis à tous

les citoyens de l'U.R.S.S. », ne cesse de carillonner sur le monde l'Internationale communiste.

*C'est faux.* Nous avons vu qu'en Russie le droit au travail consiste à accepter le travail là où on l'impose, et à l'exécuter docilement. Si l'ouvrier s'y refuse, il est condamné à mourir de faim.

Le droit au repos n'est qu'un bluff de plus.

Le droit à l'instruction ?... Mensonge !

Il est d'ailleurs inutile de parler du droit dans un pays où l'on se moque de tout droit, national ou social. Si effectivement, la Russie, sous le régime soviétique, a atteint un si haut degré de développement, si tous les problèmes sociaux et nationaux y sont si heureusement résolus, pourquoi donc tenir le pays si hermétiquement fermé ? Pourquoi ne pas l'ouvrir pour montrer à tout le monde ces « éblouissantes réalisations » ? Mais non ! — Staline préfère ouvrir un pavillon dans une exposition universelle pour y faire miroiter des images truquées de la vie

heureuse qu'il aurait réalisée en Russie. C'est moins risqué, et plus commode pour frapper l'imagination en exposant toutes ces images accompagnées d'un tableau statistique d'autant plus impressionnant qu'il est impossible d'en vérifier l'exactitude.

Nous avons eu l'occasion de lire, au pavillon soviétique, cette inscription en lettres flamboyantes : « Nous ne voulons pas la terre d'autrui, mais nous ne céderons pas un pouce de la nôtre à qui que ce soit ! »

*C'est encore faux,* faux que tout cela.— La Russie tsariste a été non moins énergique pour clamer la même chose, mais l'histoire en a décidé autrement. La Russie soviétique suit la même politique d'expansion et de domination du monde, mais la situation intérieure du pays, devenue intenable, d'une part, et le regroupement récent de certaines grandes Puissances, de l'autre, nous donnent la certitude que tout le système soviétique va bientôt sombrer dans le néant pour le plus grand bien de l'humanité.

G. G.



## Les mensonges de la statistique soviétique

L'U.R.S.S. exploite d'une façon systématique chaque occasion qui se présente, pour « faire le point » ; et alors, nous sommes inondés de chiffres, les uns plus probants que les autres, tous alignés pour chanter l'éloge du régime, ses victoires et ses grandes conquêtes.

Il est incontestable que l'U.R.S.S. a fait de grands progrès dans beau-

coup de domaines de la vie économique ; mais il est non moins vrai que la statistique officielle des Soviétiques ment d'une façon aussi éhontée que primitive. Les bolchéviks exploitent fort habilement les difficultés qui se présentent devant quiconque, désireux de contrôler les chiffres officiels. Impossibilité tout d'abord de vérifier les « faits » sur place, puis-

que les Soviets ne laissent entrer aucun observateur impartial et qu'ils empêchent les touristes de voir autre chose que les « villages de Potemkine » ; impossibilité ensuite de procéder à un recoupement scientifique complet, puisque les données soviétiques pèchent par leur base même. Il faut alors un travail de Bénédictin, pour retrouver les controverses qui abondent, du reste, dans les publications bolchévistes ; il faut aussi procéder par des recoupements partiels ; le moine doit se doubler d'un détective, et finalement on arrive à percer, de ci, de là, le voile du mensonge soviétique.

Après ces quelques remarques le lecteur comprendra facilement que la critique des statistiques qui nous sont fournies par les Soviets, devra se borner à être partielle ; pourtant elle s'attaquera à des « nœuds » de l'économie soviétique et mettra, par conséquent, en doute toute la structure du service statistique bolchévik qui fait de la propagande au lieu de propager la vérité.



C'est à l'occasion du 8<sup>e</sup> Congrès des Soviets qui s'est tenu à Moscou, en novembre 1936, que l'administration centrale de statistique de l'U.R.S.S. a édité un Recueil statistique, sous le titre « L'U.R.S.S. — Pays du socialisme ». Le 8<sup>e</sup> Congrès devant voter la nouvelle constitution de l'U.R.S.S. et servir, par une large publicité, la cause de la III<sup>e</sup> Internationale au monde entier, il s'agissait de prouver « la victoire du socialisme » dans le domaine pratique. Cela fait, Dimitrov pouvait proclamer, qu'il considère l'attitude envers

les Soviets, « pays du socialisme » comme un brevet de bon marxiste, ce qui donna une consécration officielle à la thèse, contestée si longtemps par Moscou et qui disait que l'U.R.S.S. et le Komintern ne font qu'un...

Singulière victoire que celle des Soviets ! Des millions de vies ont dépéri, grâce surtout à la collectivisation forcée de l'agriculture. Le monde démocratique qui s'émeut si justement à cause de huit mille Haïtiens jetés à la mer par leurs cousins de la République Dominicaine, passe étrangement sous silence les cinq à sept millions d'êtres humains — de race blanche — qui manquent au dernier recensement populaire soviétique. C'est pourquoi les autorités de l'U.R.S.S. ont interdit la diffusion des résultats de ce recensement qui, après des vantardises démesurées, si typiques du reste pour le régime soviétique, restent cachés pour toujours dans le fond des tiroirs.

Prenons donc toutes nos précautions, car l'erreur (volontaire !) nous guette à chaque pas. Le Recueil en question nous énumère tout d'abord les investissements faits par les Soviets dans le domaine de leur économie nationale. Chaque fois que l'Etat bolchevik confisquait les biens d'une catégorie de ses citoyens, une augmentation brusque d'investissements s'ensuivait.

Entre 1923 et 1928, en cinq ans et demi, pendant la période de la NEP, le total des investissements fut de 12 milliards de roubles.

Ensuite, de 1929 à 1932, pendant les quatre années, dites du « premier plan quinquennal » — les Soviets qui se sont emparés entretemps

du commerce et de l'agriculture, versent au même but 51,4 milliards de roubles.

Finalement, de 1932 à 1935, durant les trois premières années du second plan quinquennal, les investissements se chiffrent par un total de 70 milliards de roubles.

Chiffres impressionnants, mais impossibles à vérifier et même à transformer en « vraie » monnaie. Tous les chiffres donnent des « roubles de chaque année », mais leur valeur réelle exacte reste inconnue : cette monnaie fictive à l'usage intérieur varie constamment, même en U.R.S.S., ce qui nous oblige à constater que les investissements accomplis sont, sans doute, très importants, mais inconvertibles en francs, dollars ou livres.

Grâce à ces investissements l'industrie soviétique a pu se développer d'une façon extraordinaire. Le Recueil officiel nous explique de combien de fois la production de 1935 a dépassé celle de 1913. L'augmentation pour toute la grosse industrie a été de 5,8 fois ; pour les stations électriques de 31,9 fois ; pour l'industrie houillère de 4,1 fois ; pour la sidérurgie de 3,8 fois ; pour la construction des machines de 20,2 de fois ; pour l'industrie chimique de 7 fois, etc. etc.

Les chiffres des industries houillère et sidérurgique sont à peu près véridiques. Les autres sont ou fantaisistes ou truqués. Dans la plupart des cas, il s'agit de la valeur de la production, qu'il est très difficile sinon impossible de comparer avec celle d'avant-guerre, pour beaucoup de raisons ; l'une d'elles consiste dans les prix arbitraires et très élevés des marchandises en U.R.S.S.

Si, par exemple, la statistique officielle prétend que la grosse industrie a été en 1935 de 5,8 fois supérieure à celle de 1913, il suffira de s'appuyer sur les textes de l'organe officiel du commissariat de l'industrie lourde, *Za Industrializatsiou*. Ce journal publie, dans son numéro du 26 février 1937, l'information suivante : La production de l'industrie lourde pour 1936 a atteint 33,1 milliards de roubles, soit 3,3 fois plus qu'en 1913 (car alors elle a été de 10,2 milliards). Or, il convient avant tout de prendre en considération que la production de 1936 de l'industrie lourde a dépassé celle de 1935 de 33 % (*Za Industrializatsiou* du 22 janvier 1937) ; l'industrie lourde est la colonne vertébrale de la grosse industrie : les grandes entreprises de l'industrie dite légère ne peuvent améliorer le coefficient de comparaison par rapport à 1913, car la production de l'industrie légère en 1935 n'a dépassé celle de 1913 que de 2,6 fois !

Nous voyons donc que le coefficient de 5,8 ne supporte pas la critique. Mais, prenons un autre exemple : la construction des machines, dans laquelle l'augmentation serait très impressionnante : de 20,2 fois.. Ici quelques remarques s'imposent.

Les prix des marchandises soviétiques sont, comme on le sait, très hauts, par suite du prix de revient élevé. Par exemple les machines-outils (*Za Industrializatsiou* du 10 mars 1936) reviennent en U.R.S.S. de cinq à dix fois plus cher que celles, commandées en U.S.A. Mais les prix de vente auxquels est évaluée la production sont tout à fait arbitraires et dépassent de beaucoup le prix de revient. *Za Industrializatsiou* du 18

février 1937 nous en donne un exemple vraiment édifiant : le prix de revient d'une machine pour l'industrie de la soie est de 14.500 roubles, mais elle est vendue 53.200 roubles, donc 3,5 fois plus cher, et c'est le dernier chiffre qui sert de base pour l'évaluation du coefficient de l'augmentation de la production...

La construction des machines a augmenté en U.R.S.S. en volume et en variété ; mais la qualité des produits laisse toujours à désirer. D'après la revue, également officielle, *Planovoye Khoziaïstvo* 1936/38, les rebuts de la fabrication étaient de l'ordre de 526 millions de roubles en 1935 et de 290 millions pour le premier semestre de 1936. La grande usine « Stankolite » de Moscou estime ses rebuts à 22 % de la production ; la *Pravda* du 4 avril 1937 les estime encore plus importants. Un des points les plus faibles de l'industrie soviétique — c'est la lenteur de construction des nouveaux types de machines : ce qui serait fait dans ce domaine dans quatre à six mois aux Etats-Unis, demande plusieurs années en U.R.S.S. (*Pravda* du 30 avril 1937). Comme il faut de 3 à 5 ans pour mettre au point une nouvelle machine fabriquée en série, elle sort de l'usine déjà démodée.

Pour être juste, il faut souligner que la grosse industrie s'est améliorée en 1936 et 1937. L'augmentation de la production de l'acier p. ex. est de 30,4 % en 1936 par rapport à 1935. Les usines travaillant le fer et l'acier sont de création récente et dotées d'installations les plus modernes. C'est surtout le coefficient d'utilisation des hauts fournaux et des fours Martin qui s'est amélioré depuis 1935,

époque où il était très inférieur à celui des autres pays.

Il y a, quand même, toujours une proportion anormale de déchets qui retournent immédiatement aux fonderies et augmentent ainsi artificiellement les chiffres de la production. Dans les laminoirs, où l'on prépare les tôles d'acier pour chaudières, le déchet atteint 2,4 à 3,2 tonnes d'acier par tonne de produit utilisable, tandis que la norme à l'étranger ne dépasse jamais 2 tonnes.

A Kouznetzk il y a 1,14 de tonne de déchet par tonne de rails laminés (*Pravda* du 16 juillet 1936) ; à la fabrique d'automobiles de Gorki le poids des déchets est de 30 % de la production, dans les fabriques de turbines à vapeur il est même de 60 %. (D'après la *Technika* du 18 février 1936.)

Grâce au développement de sa production, prétend le Recueil soviétique, l'U.R.S.S. est devenue indépendante de l'étranger dans le domaine économique. Le rôle des produits industriels dans l'exportation soviétique a atteint 69,5 %, tandis qu'en 1913 ces produits ne représentaient que 32,9 % de l'exportation russe. Ce raisonnement propagandiste ne tient pas debout. Il ne prouve qu'un seul fait : que la production industrielle est à présent plus faible qu'avant la guerre. En effet, l'exportation russe de 1913 a atteint 1.520 millions de roubles or, tandis que celle de l'U.R.S.S. en 1935, n'a été que de 367 millions.

Les 32,9 % du premier chiffre donnent 500 millions de roubles or.

Les 69,5 % du second chiffre donnent 256 millions de roubles or. Donc l'exportation des produits in-

dustriels a été en 1935 deux fois plus faible qu'en 1913.

Cette comparaison nous apprend aussi que l'exportation agricole est tombée, par rapport à 1913, à un niveau *encore* plus bas. La raison de ce phénomène est universellement connue : c'est la destruction de l'agriculture russe, par suite de la collectivisation.

Il est par contre, une autre considération du Recueil qui a l'air d'être probante. Dans un tableau comparatif et qui démontre le rôle que jouaient les machines et produits industriels importés dans la consommation générale de ces machines et produits dans le pays, ressort une restriction de l'importation par rapport à la période d'avant-guerre. Les importations, en % de la consommation intérieure, étaient :

	En 1913	En 1935
Machines industrielles	20	1
Machines agricoles	41,3	0
Tracteurs	100	0
Automobiles	100	0,3
Aluminium	100	2
Coton	46,9	7,4
Papier	39,2	0

La cinquième partie des machines industrielles, employées dans le pays, a été, en effet, en 1913 importée de l'étranger. A présent ces commandes sont tombées à 1 %. Mais faut-il en conclure que le pays est satisfait de la production intérieure et qu'il n'a nul besoin de machines étrangères ? Il nous semble que c'est plutôt l'influence de l'exportation si minime et de la nécessité d'avoir, pour les Soviétiques, une balance commerciale favorable.

L'organe officiel de l'industrie lourde — *Za Industrializatsiou* —

cite, dans son numéro du 20 décembre 1936, nombre de faits qui confirment d'une façon éclatante la dernière supposition : on ne commande pas, faute de ressources, les machines de l'étranger dont on a le plus grand besoin.

L'industrie minière a besoin de pompes et de compresseurs pour une somme de 249 millions de roubles, la production russe intérieure ne peut en fournir en 1937 que pour 105 millions.

Les aviateurs (*Za Ind.* du 23 décembre 1936) se plaignent du manque et de la mauvaise qualité des instruments de précision, comme spidomètres etc. ; on n'en commande à l'étranger que pour les performances internationales.

Les machines de fabrication soviétique pour l'industrie textile se sont montrées tout à fait inutilisables. (*Za Ind.* du 29 janvier 1937).

Les besoins en oxygène de l'industrie soviétique ne sont satisfaits qu'à concurrence de 10 %. (*Za Ind.* du 2 février 1937). Un besoin urgent de machines pour la fabrication de l'oxygène que l'on ne construit pas en U.R.S.S. se fait sentir. Malgré cela on ne commande rien à l'étranger...

Quant aux automobiles, leur construction depuis 25 ans a été très peu développée. Il en est ainsi pour les autres diminutions des importations...

« L'U.R.S.S., a dit un voyageur français revenant du pays « du socialisme victorieux », en ce qui concerne la vantardise soviétique, peut se glorifier d'avoir dépassé la France de 1913, où il n'y avait guère d'autobus en circulation. »

Jean CHARLET.

## Les élections soviétiques et les allogènes

La campagne électorale a commencé le 12 octobre, les élections devant avoir lieu le 12 décembre. Entre ces deux dates le temps s'écoule très péniblement pour la population soviétique, plus particulièrement pour la population allogène. La lutte électorale est violente, sanglante même. La terreur qui sévit en U. R. S. S. depuis plusieurs mois doit assurer une éclatante victoire aux gens du Kremlin. La nouvelle constitution soviétique a été approuvée par le VIII<sup>e</sup> congrès extraordinaire du parti communiste à la fin de l'année dernière et l'on a immédiatement commencé à préparer la convocation du nouveau « parlement ». Le terrain social-politique pour la campagne électorale actuelle a été préparé par des procès contre les trotskistes et les boukhariniens, par des exécutions de généraux soviétiques et des organisations communistes dans les pays allogènes de l'U.R.S.S.

Les derniers mois ont été consacrés à l'« étude » obligatoire de la nouvelle constitution. Toute la presse, tous les organes du gouvernement et du parti, les organisations semi-officielles telles que le *Komsomol* et l'*Ossoaviachim*, les organisations professionnelles et la masse innombrable des agents spéciaux ont été mobilisés pour mener la propagande en faveur de la constitution stalinienne et du nouveau parlement, qui doit parfaire la vie « heureuse et joyeuse » du peuple soviétique. La tâche n'était pas facile. La population moscovite fatiguée des pro-

messes prodiguées en vain, par le Kremlin se montrait tout à fait indifférente et la population allogène toujours méfiante, cachait mal son hostilité. Le gouvernement de Moscou exigeait de ses fonctionnaires l'accomplissement du plan de la propagande « parlementaire » à 100 % », ainsi que de chaque autre plan officiel. Chaque « citoyen » soviétique doit participer à la campagne électorale, bon gré, mal gré. Leur travail terminé, les ouvriers sont obligés de se rendre aux rassemblements « d'études constitutionnelles » qui ont lieu dans les fabriques même et que l'on a soin de fermer à cet effet pour les empêcher d'en sortir. Les paysans kolkhoziens sont obligés, sous peine de sanctions, de se rassembler pour écouter les discours peu compréhensibles des propagandistes ambulants. La résistance opiniâtre de la population allogène contre la comédie électorale rend la tâche des autorités locales particulièrement difficile et c'est pourquoi beaucoup de fonctionnaires soviétiques ont présenté au gouvernement central des comptes rendus faux sur la campagne électorale. La tromperie est souvent découverte par les commissions de contrôle, et la presse soviétique constate qu'une bonne partie des arrangements ont eu lieu seulement sur le papier. A Kiev, par exemple, on a constaté que des douzaines de rues avaient disparu du plan de la ville lors de la création d'arrondissements électoraux. L'état de choses en Ruthénie-Blanche est encore pire. Les

*Izvestia* du 16-X. écrivaient à ce sujet : « Un chaos incroyable règne même à Minsk dans la préparation des élections. Le comité central du parti travaille très mal. Aucun membre du comité ne fait des tournées en province pour organiser les élections. Personne n'est tenu au courant des travaux de préparation au comité central ni au comité urbain dans les arrondissements. Le même journal communique de Bakou : « Les ennemis développent une activité remarquable en se préparant aux élections. Bakou compte 700.000 habitants. Les groupements d'étude de la constitution ont compté sur le papier jusqu'à 60.000 personnes, mais en réalité il ne s'en est trouvé que 30.000. Un cinquième seulement des fonctionnaires de toutes les institutions de la ville étudient la constitution. Le rédacteur de l'*Ouvrier de Bakou* se tait et soutient les nationalistes. « Les républiques autonomes de la Fédération dite « Russe » se montrent également hostiles à l'égard des élections. » La *Pravda* se plaignait amèrement en ces termes : « La Tartarie se prépare mal aux élections. Les *mollahs*, soutenus par les conseils ruraux, développent une activité antisoviétique. Même les ouvriers de Kazan, centre de la République, ne connaissent pas les lois électorales. La *Pravda* du 16-X. signale que dans le district d'Ordjonikidzé sur les 81 candidats des commissions électorales, 14 ont été en rapports avec les ennemis du peuple... « Le *Molot* se plaint aussi de ce que la population n'éprouve qu'indifférence envers les élections. Des communiqués de ce genre sont parvenus également d'autres régions allogènes. Même les organisations cré-

ées par le gouvernement moscovite au sein des peuples opprimés, telles que le komsomol, l'ossoaviachim, la croix-rouge, les organisations professionnelles, etc., ont témoigné d'une indifférence caractéristique quant à l'élection de leurs propres candidats au Conseil suprême d'Etat.

Cette indifférence ou hostilité est tout à fait compréhensible. La procédure électorale ne laisse à la population allogène aucune possibilité d'envoyer ses vrais représentants au parlement. Quoique tous les candidats soient nommés en effet par les autorités communistes centrales et locales, toute assemblée électorale doit non seulement indiquer quelques semaines auparavant les noms de ses candidats, mais aussi communiquer aux autorités les noms des électeurs présents. Il va sans dire que chaque adversaire de Moscou aurait été envoyé à Solovki avec ses électeurs.

Le gouvernement soviétique est malgré tout extrêmement inquiet. La campagne électorale s'est transformée en une cruelle campagne de persécutions contre tous les adversaires du Kremlin, vrais et imaginaires, mais avant tout contre les peuples opprimés, toujours hostiles au Kremlin. La presse soviétique était ces derniers temps remplie d'attaques contre les « nationalistes bourgeois », les fascistes, les espions, les saboteurs, les traîtres, etc. En Ukraine, 49 personnes ont été condamnées à la peine capitale pendant ces dernières semaines d'octobre. Plusieurs d'entre elles ont été fusillées en Ruthénie-Blanche, au Caucase, au Turkestan, au pays des Cosaques.

Le gouvernement de Moscou croit ainsi que le chauvinisme moscovite

est suffisamment excité par ces nombreuses exécutions ; des arrondissements électoraux sont proclamés dans toute l'U.R.S.S. ; la presse est déchainée, les coups de théâtre éclatent — les candidatures de grands manitous moscovites sont présentées à Moscou et à Leningrad. Les assemblées d'ouvriers des grandes fabriques ont acclamé Staline, Molotov, Kaganovitch, Yejov, etc. Les ouvriers intellectuels ont préféré M. Litvinov. La même comédie a lieu à Kiev, Minsk, Tiflis, Bakou, Tachkent, Stalinabad, etc. Le succès électoral de tous les candidats est assuré par avance. La comédie électorale sur la base de la constitution la « plus démocratique du monde » répugne particulièrement aux capitales des nations opprimées. Chaque peuple mérite le gouvernement qu'il a, dit un sage proverbe, et la nation moscovite mérite sans doute le régime bolchévik, mais aucune nation ne mérite une domination étrangère ; aussi est-ce avec raison que les Ukrainiens, les Caucasiens, les Musulmans du Turkestan et les autres nations opprimées résistent contre les marionnettes choisies par Moscou, qui doivent les représenter au Conseil suprême de l'U.R.S.S.

La question que se pose est de savoir quel but poursuit le gouvernement moscovite en recourant à cette grandiose comédie parlementaire, digne du Kremlin ? Cette entreprise colossale de la démagogie moscovite est une tromperie intérieure et extérieure de grand style. Le gouvernement moscovite essaie de faire montre devant les peuples soviétiques et devant l'Europe entière de la force politique de l'U.R.S.S. et de la solidarité de la population allogène en-

vers la nation moscovite ; le Kremlin veut faire croire à une nouvelle ère de l'histoire soviétique. Mais c'est une tâche impossible, une œuvre sans espoir. La démagogie moscovite est trop connue et les peuples allogènes et l'Europe ne se laissent plus tromper. Les événements récents de la campagne électorale prouvent que la constitution stalinienne est venue trop tard pour aboutir à un changement de relations entre Moscou et les peuples opprimés dans le sens du plan moscovite. Le plan du Kremlin consiste à remplacer définitivement le « communisme » par le nationalisme moscovite sur la base du parlementarisme « démocratique » sans provoquer par là un échec. Le gouvernement peut sûrement remplir son « parlement » de nationalistes moscovites, dits « prolétaires », il peut aussi y ajouter quelques douzaines de marionnettes en qualité de « représentants » des pays allogènes ; mais le parlement « le plus démocratique » du monde restera impuissant, sans aucune influence sur la vie intérieure de l'U.R.S.S. On ne convoque pas un parlement à coups de fusillades. On peut écarter les « nationalistes bourgeois » du parlement, mais on ne peut pas les obliger à participer aux travaux du Conseil suprême ; en cela réside la défaite du Kremlin. L'armée soviétique et le Guépéou suffisent actuellement à dominer les allogènes, mais ils ne peuvent les obliger à servir les plans moscovites. La tâche du « parlement » soviétique serait de gagner les allogènes au service moscovite en période de paix comme en temps de guerre. La campagne électorale démontre que ce but ne sera pas atteint. Les peuples

opprimés sont trop bien avertis pour être trompés par la comédie parlementaire du Kremlin. Le conseil de l'Union et même le conseil des nationalités sont condamnés par avance à être une représentation de plus de l'oppression moscovite à l'égard des allogènes. La campagne électorale constitue une mobilisation des forces antimoscovites des pays allogènes de l'URSS. Un regroupement des forces devant un front d'adversaires est toujours une opération dangereuse et le front des ennemis de Moscou se développe et s'élargit de plus en plus.

Le gouvernement moscovite, qui s'efforce de donner au monde une preuve imposante de sa puissance, montre toujours davantage son incontestable faiblesse. Le *Times* écri-

vait récemment à propos des élections soviétiques : « La vie des fonctionnaires soviétiques vaut moins qu'à l'époque la plus sombre de Rome. Qu'ils soient vraiment coupables ou non, leur exécution prouve que le gouvernement est sérieusement malade. Si ce dernier dirige les élections, on peut en imaginer facilement les résultats... » Cette opinion est sûrement partagée par beaucoup de gens raisonnables d'Europe et d'Amérique.

Mais le monde doit savoir aussi que le gouvernement soviétique est toujours malade et sans espoir de guérison, à cause de la lutte incessante des peuples opprimés de l'U. R. S. S., contre l'impérialisme moscovite.

M. DANKO.



## Les peuples opprimés de Russie et la Conférence de Lausanne en 1916

Dans le numéro du mois de décembre 1935 du « Caucase du Nord » (Severny Kavkaz), organe du mouvement libérateur des Montagnards du Caucase, nous lisons ce qui suit :

« Le mouvement en faveur de l'affranchissement du Caucase a pris un développement considérable parmi notre vieille émigration. Il ne faut pas oublier que le premier « Comité Caucasiens » fut créé sur l'initiative de l'ancienne émigration caucasienne et qu'il a joué un rôle sur l'arène internationale. En décembre 1915 une délégation de ce comité se rendit à Berlin et à Vienne. Elle

était ainsi composée : Président — Le maréchal Fouad Pacha (Caucase du Nord). Membres — Le prince Matchabeli et Kiamil bey Tavdguirdzé, tous deux Géorgiens. Issa Pacha et Aziz Meker (Caucase du Nord) et Selim bey Behboutov (Azerbaïdjan).

Remis aux Gouvernements des Puissances centrales en janvier 1916, le mémorandum expliquait la situation des peuples du Caucase et prévoyait leur organisation sous forme d'Etat confédéré ; et pour la réalisation de cette idée il demandait l'aide du « Comité Caucasiens ».

Il est vrai que le « Comité Cauca-

sien », après une courte activité s'effrita ; il est vrai aussi que ce ne fut point de par la volonté des Montagnards. Dans une publication de l'ancienne émigration nous en trouvons l'explication suivante :

« Au cours de la guerre mondiale, l'abandon du Comité par les Géorgiens et les Azerbaïdjanis obligea ce dernier à prendre le nom de « Comité des émigrés politiques du Caucase du Nord réfugiés en Turquie ». Ce Comité prit part au Congrès des peuples à Lausanne en 1916. Le Congrès accueillit par des applaudissements les représentants de la tradition de Chamyl.

Cette même année, le « Comité Caucasiens » manifesta son activité à Berlin, Vienne, Stamboul et en Suisse. A Stamboul, feu Youssouf bey Aktchoura Oghlou organisa un « Comité de défense des droits des Musulmans turko-tartares opprimés de Russie ». Firent partie de ce comité Ali bey Husseïn Zadé, représentant Azerbaïdjanien, Mehmed Essad Tchelebi Zadé, délégué criméen, et Moukimeddin Boydjan, délégué boukhare.

Mais en dehors des personnalités déjà nommées, le comité comptait encore d'autres représentants des Turcs caucasiens, tels par exemple Ahmed bey Agha Oghlou. Les membres de ce Comité faisaient des conférences en Turquie, en Bulgarie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Suisse. Tous s'efforçaient de montrer la véritable situation qui était faite en Russie aux Turcs opprimés.

L'un des plus gros succès du Comité, à l'époque, fut la publication dans le *Pester Loyd*, d'un docu-

ment(1) qui faisant connaître les milieux politiques à l'opinion publique, disait ce qui suit :

« La Russie a supprimé par la violence les droits les plus élémentaires des Turcs et des musulmans en général qui se trouvent sous son autorité. Elle leur a défendu tout rapport avec leurs coreligionnaires, frères de race. C'est ainsi qu'un Turk de Kazan ou du Caucase n'avait pas le droit d'acheter de terre au Turkestan. Les Turcs de Russie étaient même obligés de renoncer à nombre de leurs offices religieux ; toute éducation nationale et religieuse leur était interdite. »

Ce document se termine ainsi :

« Levant nos bras vers le Ciel, nous prions Dieu de nous libérer des chaînes russes. »

Ce memorandum fut envoyé par le Comité des Turcs à tous les Gouvernements d'Europe et d'Amérique ; dans le même temps, les membres de cette organisation faisaient connaître à l'opinion publique la véritable situation des Turcs en Russie.

Le 12 janvier 1916, Youssouf bey Aktchoura Oghlou fit une conférence à Berlin (2), au cours de laquelle il révéla à l'auditoire la situation politique, économique et sociale des Turcs en Russie ; il parla aussi de leurs aspirations et rendit hommage au travail accompli, dans le domaine national, à des hommes tels que

1) *Die Welt des Islams* — Septembre 1916, pp. 33-34.

2) *L'exposé de M. Youssouf bey Aktchoura Oghlou a été publié dans le journal «Das Grossere Deutschland» 3-me année, N° 542-552 ; le «Die Welt des Islams», tome 4, p. 206, en a donné un compte rendu.*

Chahabeddin Mardjani, Ismaïl bey Gaspirali et Hassan bey Melik Zardabi.

Bien que menant une active propagande pour l'affranchissement des Turcs du joug russe, le Comité Akthoura Oghlou était encore loin des réalités pratiques. Mais le fait seul que la situation des Turcs avait fait l'objet d'un exposé sur l'arène mondiale ne manque pas d'être important.

Tout en travaillant en plein accord avec ce Comité, le « Comité Caucasiens » cependant s'adonnait à une activité politique plus intensive, cherchant par quels moyens il arriverait à libérer le Caucase. La question, comme on le voit était déjà à l'ordre du jour, à l'époque. La Turquie s'occupait sérieusement de cette question. Sur les onze millions d'habitants du Caucase, six millions de musulmans et de Turcs, sans compter les dizaines de mille autres résidant en Géorgie et en Arménie, renaient fortement l'attention du Comité « Ittihad ve Tarakki » (Union et Progrès).

Les Puissances centrales, parfaitement informées de la situation en Russie, préparaient déjà son effondrement, et il apparaissait clairement que la question caucasienne prendrait place à l'ordre du jour. Le « Comité caucasien » que présidait le maréchal Fouad Pacha manifesta une grande activité, menant une active propagande dans cette direction. Toute une série de publications en allemand, en hongrois, en français furent diffusées, conjointement avec une active propagande dans tous les pays, plus particulière-

ment dans les pays centraux. Tout fut mis en œuvre pour revendiquer l'indépendance complète du Caucase. Le Comité était en contact avec tous les hommes politiques d'Europe ; il réussit même à entrer clandestinement en liaison avec le Caucase. Le Comité ne se contenta pas de diriger ses efforts vers la libération des peuples du Caucase, mais il ébaucha même un plan de structure politique du Caucase sous forme de confédération.

Les Azerbaïdjanis qui continuaient à travailler au sein du « Comité des Turcs » ne manifestaient qu'une faible activité au sein du « Comité Caucasiens ».

A ce moment, l'un des membres du « Comité Caucasiens », l'Azerbaïdjanien Selim bey Behboutov se rendit en sous-marin sur les côtes du Caucase où il débarqua et parvint ainsi à gagner clandestinement l'Azerbaïdjan. L'un des faits caractérisant le mieux l'activité du « Comité Caucasiens » est celui qui consistait à envoyer des agitateurs volontaires au Caucase. Ces volontaires, azerbaïdjanis pour la plupart, parvenaient à s'infiltrer clandestinement dans le pays. Le soulèvement du Turkestan en 1916-1917 fut, jusqu'à un certain point, l'œuvre de ces agitateurs volontaires.

Bien que n'étant pas membre du « Comité Caucasiens », Ahmed bey Agha Oghlou, ne s'adonnait pas moins à la propagande caucasienne pendant son séjour en Europe occidentale. Avec Ali bey Hussein Zade, il développait son activité en Suisse. Ces deux Azerbaïdjanis s'employèrent à faire connaître la situation des Turcs du Caucase par voie de mémorandums aux Etats européens.

Tandis que le « Comité Aktchoura Oghlou » se livrait à cette active propagande en Europe, un « Congrès des Nationalités » s'ouvrait en Suisse. Les deux comités, poursuivant leur campagne politique contre la Russie, firent montre d'une grande activité audit Congrès.

Voyons d'abord en quoi consistait l'importance de la Conférence de Lausanne ?

Déjà en 1911, une association dite « Union des Nationalités » s'était constituée à Bruxelles. Placée sous la présidence du professeur belge M. Paul Otlet, directeur de l'Institut bibliographique de Bruxelles, et du Lithuanien, M. J. Gabriys, la dite association avait pour but l'étude du problème des nationalités. Cette organisation avait son périodique intitulé *Annales des Nationalités*. En 1912, cette organisation convoqua, à Paris, son premier congrès. La guerre mondiale qui suivit ne pouvait ne pas faire sentir son influence sur la dite organisation, influence, bien entendu, émanant de l'Entente, ainsi qu'on put le voir lors de la convocation à Paris, du deuxième congrès les 25 et 26 avril 1915, sous la présidence de M. Paul Painlevé.

Tout en défendant le droit des minorités nationales, le Congrès dirigeait tous ses coups contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Une telle situation ne pouvait se prolonger. Ayant pris en mains, dès le début, la défense des droits des nationalités, cette organisation ne pouvait rester passive par rapport à la Russie. Malheureusement, cette question ne pouvait pas être soulevée en France, et c'est pourquoi l'« Union des Nationalités » dut transporter son activité en Suisse ; là, en effet, toute

une série de comités de défense des peuples opprimés avaient eu le temps de se constituer. C'est dans cette ambiance que s'ouvrit à Lausanne, le 27 avril 1916, le troisième Congrès des Nationalités.

Désireux de nous arrêter plus longuement sur ce Congrès, nous citerons quelques passages du rapport de son président, M. Paul Otlet.

« En Russie, cinq nations revendiquent l'autonomie : les Polonais, les Lithuaniens, les Lettons, les Finlandais et les Ukrainiens... La France est le symbole de tous les nobles idéals, bien qu'en ces dernières années l'alliance avec la Russie l'ait souvent contrainte au silence... La Russie est la prison des nationalités. »

Le professeur Otlet rappelle ensuite le discours prononcé à la Douma le 2/15 janvier 1915, par le représentant azerbaïdjanien Mehmed Youssouf Djafarov, devenu par la suite, ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan sous le gouvernement Nassib bey Oussoubeyli. Dans ce discours le député à la Douma dépeignait la situation des musulmans en Russie, les abus commis par les fonctionnaires russes à Tiflis, résidence du vice-roi, le terrorisme à Bakou, les déportations en Sibérie, les violences et les assassinats dont étaient victimes les Turcs à Kars et à Ardahan, etc. Djafarov, comme on sait élevait de vives protestations contre tout cela. Le président du Congrès cite ensuite le discours du président de la fraction musulmane à la Douma, Tevkelev, député d'Oufa, lequel ne demandait autre chose pour les musulmans que le droit à une vie paisible. La proposition de M. Tevkelev, demandant

« le droit pour les peuples fidèles à la Russie de vivre en toute sécurité », fut mise aux voix et rejetée par 191 voix contre 162.

Dans cette partie du discours, le président Otlet, désireux de ménager la Russie, alors alliée de son pays, proposa, après avoir salué les représentants de 23 nationalités au Congrès, de s'en tenir à la résolution suivante

« Pour la Pologne, n'est-ce pas tout un espoir que cette proclamation spontanée du Grand-Duc au nom du Tsar, proclamation dont la générosité éclairée saura peut-être aller jusqu'à l'indépendance avec garanties (!!), au jour du règlement politique ? »

Le professeur Otlet, ainsi que certains autres délégués, évitaient d'attaquer la Russie en tant qu'alliée de leurs pays respectifs, mais cette réserve finit même par disparaître par la suite. La cause en est à l'apparition des représentants des peuples opprimés de Russie qui, avec ensemble, se dressèrent contre la Russie, réalisant ainsi ce que nous appelons aujourd'hui le front de Prométhée.

A la séance du 27 avril, le représentant de la Géorgie, Michel Tsereteli, parlant des peuples opprimés de Russie termina son discours par ces mots :

« On doit se révolter contre l'assassinat d'une nation comme on se révolte contre l'assassinat d'un homme... Chaque nation doit avoir une individualité juridique... »

Le 28 avril, deuxième jour du Congrès, le délégué Konni Zilliacus, parlant au nom de la Finlande souligna que son pays était tenu sous l'oppression de la Russie par la seule

force des baïonnettes. Il ajoutait que le gouvernement de Petersbourg ne cessait de donner des promesses, mais qu'en fait, il violait constamment la constitution finlandaise ; et l'orateur de conclure :

« Jusqu'à présent, nous n'avions exigé que notre autonomie, mais maintenant nous voulons la séparation définitive d'avec la Russie, la liberté de la Finlande. »

M. Tsereteli à son tour, rappela le traité de 1783, entre la Géorgie et la Russie et sa violation unilatérale par le gouvernement russe. Le Dr. Bartuska, représentant lithuanien revendiquait lui aussi l'indépendance de son pays.

Le 29 avril, troisième jour du Congrès, fut presque entièrement consacré aux peuples opprimés de Russie. A cette séance assistaient de nombreux Russes, venus spécialement pour se rendre compte de l'état des travaux du Congrès. On entendit alors le représentant des Ruthènes, M. Bröscher qui déclara :

« L'histoire de la Ruthénie est celle d'une lutte acharnée contre le Russe... Catherine II lui promettait la liberté de conscience, la liberté civile et le maintien de tous ses privilèges. Mais les promesses de la Russie ne furent pas tenues... »

Le représentant de la Pologne, député à la Douma, M. Lempicki déclara à son tour ce qui suit :

« Le vrai sens de la politique russe est la lutte contre la Pologne, un régime de terreur, et les promesses du Grand-Duc de donner l'indépendance à la Pologne ont été faites avec l'intention de ne pas les tenir. La conduite des Russes après l'invasion en Galicie dépasse les horreurs de l'enfer de Dante... Sur la

porte de la Russie il y a l'inscription « *Lasciate ogni speranza* » et les Polonais n'y veulent pas entrer.. Sans une Pologne indépendante, il n'y aura pas de paix durable .»

Après les déclarations du représentant de la Pologne, les Turcs de Russie vinrent faire entendre leur voix. Dans son rapport, le président, M. Otlet omit d'en parler, ces derniers, n'ayant pas été représentés aux deux précédents congrès. Il n'en était plus de même aujourd'hui, la délégation turke étant largement représentée; elle était ainsi composée : Ali bey Hussein Zade, au nom de l'Azerbaïdjan, Seyid Tahir El Hussein et Ismaïl Bedanok, au nom du Caucase du Nord. Quant aux délégués de Turcs de la Volga, ils étaient groupés autour de feu Aktchoura Oghlou.

La présence au Congrès des représentants des Turcs opprimés de Russie fut très remarquée ; leurs déclarations du reste, changèrent complètement la physionomie du Congrès. Dans le compte-rendu sommaire de la 3-me Conférence des Nationalités, réunie à Lausanne, édité en français, les discours des délégués turks ne furent point publiés en entier, il en est même, comme celui d'Ali bey Hussein Zade qui passa entièrement sous silence.

D'une manière générale il faut bien dire que presque tous les discours visant la Russie furent publiés en raccourci. Cette situation s'explique aisément par la présence au Congrès de représentants d'États alliés, tels que la France et la Belgique. C'est pourquoi toute l'activité des délégués turks ne peut être pleinement mise en lumière. Si donc l'on

veut connaître le rôle joué par les représentants des peuples turks de Russie au Congrès, aussi bien que leur activité à Berlin, Vienne, Stamboul et en Suisse, il faut que ceux que prirent part à cette activité, M.M. Ali bey Hussein Zade et Ahmed bey Agha Oghlou en fassent eux-mêmes un exposé. En agissant ainsi, ils rendraient un immense service à la cause de la lutte menée par les peuples opprimés de Russie contre cette dernière.

Pour en revenir aux déclarations faites par les représentants turks au Congrès, signalons tout particulièrement, celles de feu Youssouf bey Aktchoura Oghlou, faites au nom des Tartares de Kazan et qui ont été publiées dans le compte rendu, page 29 :

« Le gouvernement russe, bien que percevant de très hauts impôts de ses sujets Tartares, ne dépense pas un centime pour les besoins spirituels et culturels des Tartares. Les mesures vexatoires des Russes sont nombreuses, mais l'attaque la plus violente contre la nationalité tartare est la suppression de la langue... Ce que les Tartares veulent, c'est avant tout une autonomie culturelle... Si la nation tartare obtient un régime propice à son libre développement, elle apportera sa part de contribution au progrès général de l'humanité. »

Au nom des Kirghizes, Mehmed Safar Akhmedov vint apporter les critiques de la politique russe à l'égard des Kirghizes. Il fit sa déclaration en ces termes :

« Les Kirghizes acceptèrent le protectorat russe en 1831. La Russie promettait de ne pas intervenir dans les affaires intérieures ; elle accor-

duit la liberté religieuse complète et leur laissait tous leurs privilèges. Elle ne respecta pas longtemps ces traités. Elle commença par entraver la liberté religieuse et d'enseignement. La langue russe devint obligatoire dans les écoles. Un député russe a déclaré en pleine Douma qu'il fallait hâter la russification et la conversion forcée à l'orthodoxie des Kirghizes et que pour cela il fallait leur enlever les terres sur lesquelles ils vivaient. La Russie a donc déclaré que les terres des Kirghizes, peuple agriculteur, devaient revenir à l'Etat russe sans aucun droit, de sorte qu'ils sont dépossédés au profit des colons russes.. Les Kirghizes réclament leur autonomie nationale et religieuse, et demandent que la question des terres soit résolue ; de plus, ils veulent avoir les mêmes droits que les Russes... »

Le compte rendu du Congrès fait mention de certain « Tchagatallov » lequel n'est autre vraisemblablement qu'un délégué musulman du nom de Djaghataï, auquel on a oublié d'ajouter le prénom. Ce délégué donc, déclara ce qui suit :

« La soi-disant mission civilisatrice russe est un obstacle à notre développement. Nous demandons l'indépendance complète, ainsi que la restitution des terres usurpées. »

Le représentant polonais Lempicki, député à la Douma, monta une deuxième fois à la tribune, pour déclarer qu'ayant voyagé à travers le pays Kirghize il ne pouvait que confirmer les déclarations des précédents orateurs, et qu'il avait pu lui-même constater la façon brutale et inique dont ce peuple était traité.

L'un des deux délégués du Caucase du Nord, Ismaïl Bedanok, d'origine tcherkesse (circassienne) fit un exposé de la situation des Circassiens dans leurs rapports avec les Russes :

« La Russie a entrepris la conquête du pays des Tcherkesses vers 1760 et l'a divisé en deux parties qui ne pouvaient plus s'entraider : la Circassie occidentale et la Circassie orientale... Une lutte acharnée a commencé contre le despotisme moscovite, lutte remarquable par la disproportion des forces mises en présence... Les cruautés russes et la répression en vue de l'extermination des Tcherkesses ont atteint des proportions considérables. Le pays se trouve dans un état de siège perpétuel... Les Tcherkesses... déclarent que la collaboration avec le peuple russe est devenue impossible. « Nous demandons à l'humanité consciente qu'on leur rende justice et qu'on les débarrasse du joug moscovite. »

Au nom du Daghestan, le deuxième délégué du Caucase du Nord, Seyid Tahir El-Husseini fit un sombre tableau de la situation de son pays, sous le joug russe :

« Les habitants du Daghestan... vivaient heureux et se développaient grâce à leurs relations avec l'Orient jusqu'à ce que commençassent les luttes contre la Russie. Chamyl, le grand patriote, lutta pendant vingt-cinq ans avec une énergie indomptable pour l'indépendance du Daghestan. Après sa mort, les Russes persécutèrent les habitants, étouffèrent les insurrections et déportèrent en masse la population. Un peuple d'un million et demi possède un seul député à la Douma... Ce malheureux peuple prie le monde civilisé de le



débarrasser de l'administration moscovite. »

L'orateur n'avait pas encore terminé son discours que le délégué polonais, M. Lempicki se leva et, aux applaudissements de l'assemblée déclara :

« Toute nation a son héros. Celui du Caucase est M. Chamyl. Rendons hommage à sa mémoire, un petit-fils de ce grand patriote se trouvant justement dans la salle ! (*Applaudissements frénétiques*). »

Il convient de souligner que tous les représentants des peuples du Caucase, sans exception, revendiquaient la séparation complète d'avec la Russie, alors que d'autres délégués tels que Aktchoura Oghlou, Ahmedov, etc., ne demandaient qu'une large autonomie. Quant au délégué de la Boukharie, Moukimed-din Beydjar, il revendiqua l'indépendance complète de son pays. L'Ukraine à son tour, fit entendre sa voix par la bouche de son délégué, M. Stepanovski, lequel revendiqua la complète indépendance de ce grand pays de 35 millions d'âmes.

Ces multiples déclarations des peuples opprimés de Russie firent une profonde impression sur le Congrès. Mais le bureau de ce Congrès, composé de représentants des Etats de l'Entente crut utile d'atténuer l'effet produit par ces déclarations. C'est dans ce but que le délégué français, M. Rey, prit la parole, pour défendre la politique du tsar ; il dit :

« ... Un grand Monarque a à cœur de résoudre, pour le bonheur de l'humanité, cette question fondamentale des libertés publiques. Qui a institué le tribunal d'arbitrage de La Haye ? ... le Tzar ! Le second acte de ce Monarque, qui constitue en lui-même

un grand geste libérateur, est celui d'avoir octroyé à ce grand Empire une Constitution. Rien que ce mot a dû bouleverser dans leurs tombeaux la grande lignée de ses ancêtres ! ... Je sais que la Douma a subi bien des assauts, mais c'est un moment de libération politique qui s'élèvera pierre par pierre jusqu'à son couronnement. Croyez-vous que ce grand Architecte de la Nature, ce symbole le plus complet des œuvres que nous avons à édifier ici-bas, n'a pas, lui aussi, créé le monde et agencé les lois merveilleuses qui le régissent, peu à peu, par étapes successives ? La Douma, elle, procède de même. (!!!) .... Permettez-moi de vous citer encore un troisième acte de ce grand Souverain, accompli avec un rare courage, au début de la grande guerre... : je veux parler de cette arme politique au premier chef qui s'appelle l'Alcool et qui se nomme là-bas la Vodka. C'est encore ce Souverain... celui qui est considéré comme le « Petit Père » (!) ... qui, d'un trait de plume a supprimé, malgré les avis de son gouvernement et de son administration financière, la vodka, qui dégradait les âmes, asservissait les esprits et enchaînait les libertés ! »

Aux pleurs et aux sanglots des peuples opprimés de Russie, cet orateur répondait par des anecdotes sur la vodka. Un rire frénétique s'empara du Congrès, tandis que le baron de Rapp se dressant, lança ces paroles qui allaient faire sensation sur le Congrès :

« Soldats-citoyens français, défendez tout ce qui est sacré pour vous et pour la civilisation, défendez la France, qui est le siège de la beauté et du goût. Soldats-citoyens an-

glais, défendez votre Empire, qui a assuré le prospérité à beaucoup de nations. Mais Français et Anglais, ne versez pas votre sang pour soutenir l'esclavage de nombreuses nations gémissant sous le joug russe, et contribuez à rétablir de justes relations entre les peuples d'une nouvelle Europe. » (*Tonnerre d'applaudissements.*)

Sous l'impression de ce qu'il venait d'entendre, le président du Congrès, M. Otlet prononça les paroles suivantes :

« Ceux qui ont vécu avec nous ces heures n'oublieront de longtemps ces cris de l'âme, ces accents de sincérité, ces courageux appels au secours, ces évocations du droit et des traités, toute cette histoire lamentable et héroïque d'hommes luttant infatigablement pour être plus libres, contre d'autres hommes cherchant, non moins infatigablement, à les dominer et à les exploiter. »

Toute la presse parla de ce Congrès ; plus de 500 journaux en donnèrent des comptes rendus. Le *Temps* du 2 juillet 1916 consacrait à ce sujet un article dans lequel on pouvait lire :

« Zèle inopportun... : ces alliés contre lesquels on entendait, dans les séances du Casino de Montbenon, formuler tant de griefs étaient les seuls défenseurs sur lesquels les nationalités pouvaient compter... les Français à Verdun, les Russes en Bukovine, ... travaillent pour la liberté des peuples bien autrement que ce Congrès... »

*L'Eclair* de Paris, dans son N° du 11 juillet sous la signature d'Alcide Ebray, allait plus loin dans sa franchise (Compte rendu, p.p. 63, 71, 73, 75) :

« La difficulté, en ce qui concerne la réalisation pratique de ce programme, c'est que chacun admet volontiers la libération des allogènes de son ennemi, mais pas des siens propres, ou de ceux de ses alliés. »

*L'Eclair* de Montpellier, traduisait dans son N° du 5 juillet, sous la signature de Jacques Bainville, les mêmes sentiments que son confrère parisien :

« .. Le principe des nationalités est dangereux pour la France, funeste pour le repos de l'Europe... c'est une arme qui peut très bien se retourner contre nous et nos alliés. »

A cette même date du 5 juillet le *Frankfurter Zeitung* écrivait :

« Les propositions de la Conférence de Lausanne paraissent des plus dignes d'attention. Ce problème des nationalités régira le proche avenir après la guerre ; l'Etat qui le résoudra paisiblement et équitablement sur son propre territoire, acquerra le maximum de force intérieure. »

Un autre organe allemand, le *Korrespondenzblatt der Nachrichtens-telle für der Orient* de Berlin, dans son N° du 25 juillet écrivait :

« C'est pour la première fois, qu'on entendait, dans l'Europe de l'ouest, la voix des nationalités musulmanes opprimées par la Russie. Elle ne se taira plus. »

Nombre d'années ont passé depuis la Conférence de Lausanne, mais la voix des peuples opprimés de Russie n'a pas cessé de se faire entendre. Nombre de pays représentés audit Congrès, tels que la Pologne, la Finlande, la Lithuanie, la Lettonie, l'Estonie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Caucase du Nord, l'Ukraine obtinrent leur indépendance, deux ans après. Tous ces Etats s'organi-

sèrent et leur indépendance nationale fut reconnue *de facto* et *de jure* par toutes les Puissances. Cependant, l'impérialisme russe, drapé d'un voile rouge, veillait. Reprenant sa course agressive il envahissait certains de ces nouveaux Etats, les submergeait et les pliait à nouveau sous son joug despotique.

Quiconque a suivi le mouvement libérateur des peuples asservis de Russie n'ignore point que cette nouvelle occupation de territoires nationaux est provisoire et bien éphémère...

La création au sein de la Douma d'Etat de la « fraction musulmane » et de l' « Association des autonomistes », tout comme la création en Europe, pendant la guerre mondiale

d'un « Comité Caucasic » ou d'un « Comité Aktchoura - Hussein Zadé » 22 janvier 1911, les mémorables journées du 26 et du 28 mai 1918, journées qui virent la proclamation de l'indépendance de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord et de l'Ukraine, le front enfin de « Prométhée », celui de la « Confédération du Caucase » sont autant de manifestations de la lutte nationale que mènent les peuples asservis de Russie contre leurs oppresseurs depuis plus de trente ans.

Une fois de plus il convient de souligner que cette lutte ne prendra fin qu'avec l'*indépendance nationale* dont la réalisation ne saurait plus tarder. *Per aspera ad astra.*

Prof. Dr. G. YASCHKE.



## L'Azerbaïdjan et le III-me

### plans Quinquennal

Le 28 avril 1937, le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. décidait d'élaborer un nouveau plan quinquennal, embrassant la période comprise entre 1937 et 1942. En vertu de cette décision, le Conseil des Commissaires du peuple de la République soviétique d'Azerbaïdjan, convoqué à son tour à la date du 11 mai 1937 examina ce plan et le moyen de l'appliquer en Azerbaïdjan. Il décréta en même temps sa discussion dans tous les organes du pouvoir et dans la presse.

Toutes ces discussions sont « libres » comme on sait, et c'est l'organe of-

ficiel du Conseil des Commissaires du peuple d'Azerbaïdjan, le *Bakinski Rabotchi* du 15-5-37 qui, le premier, ouvrit la discussion dudit plan.

Dans un article explicatif et après avoir fait appel à la « libre » discussion détaillée de ce plan, le journal dit : « L'Azerbaïdjan doit harmoniser son plan avec le plan général de l'U.R.S.S., attendu qu'il est partie intégrante dudit plan quinquennal général de toute l'Union soviétique ».

La préparation continue à la guerre, la mise en état de toute l'industrie et de toute l'économie nationale

du pays pour les besoins de la guerre sont les traits particulièrement significatifs des plans que les bolcheviks ont mis en application jusqu'à ce jour et qui répondent à des préparatifs militaires.

La création de tout un ensemble de nouvelles industries et le renforcement de celles existantes ne sont autre qu'une préparation militaire. Ces circonstances n'ont pas échappé à la presse européenne qui en parle fréquemment ; nous ne nous y attarderons pas. Ce qui nous intéresse dans cette question, c'est le rôle que joue l'Azerbaïdjan ou plutôt le rôle que lui font jouer les bolcheviks dans cette affaire. Comme on l'a vu précédemment la soi-disant « République soviétique socialiste libre et indépendante d'Azerbaïdjan » ne peut faire autre chose que ce que lui prescrit le gouvernement de Moscou. Dès lors, rien d'étonnant que toute l'activité de sa vie économique se trouve dans la dépendance directe de l'U.R.S.S.

Le principal produit, en même temps que principale richesse que fournit l'Azerbaïdjan est, nul ne l'ignore, le naphte. Son exploitation par les bolcheviks se fait par les moyens les plus divers, voire même irréguliers et ce, afin de satisfaire les besoins du pays et de jouer un rôle sur le marché mondial en tant que produit d'échange. C'est pourquoi le *Bakinski Rabotchi* ne manque pas d'écrire : « Notre République possède les gisements pétroliers mondiaux. En vertu du troisième plan quinquennal, le nombre d'automobiles, de tracteurs, d'avions etc. ne manquera pas d'augmenter, aussi exigera-t-il une plus grande quantité de combustible. En outre,

la défense du pays exigera de son côté, beaucoup de naphte. Les recherches géologiques ont démontré la présence en Azerbaïdjan d'inépuisables réserves de naphte ; et le troisième plan quinquennal doit obtenir le maximum de naphte et fournir ainsi le combustible nécessaire aux millions de moteurs de l'Union soviétique ».

Ces quelques lignes suffisent pour montrer ce que représente pour l'Union soviétique le naphte d'Azerbaïdjan qui, à lui seul, répond à tous les besoins de l'U.R.S.S.

Du jour où le premier plan quinquennal a été mis en vigueur, c'est-à-dire pendant une période de neuf années, l'Azerbaïdjan a fourni 40 millions de tonnes de naphte à Moscou, pour ses propres besoins. Quant à la quantité globale de naphte fournie à ce jour à l'U.R.S.S. par l'Azerbaïdjan, elle se chiffre par 200 millions de tonnes.

En échange de ce naphte, l'Azerbaïdjan a reçu des « tchervontsi » soviétiques, mais toutes ces sommes ne sont pas restées dans le pays ; 70 % de l'ensemble ont été attribués aux besoins de la Fédération transcaucasienne.

L'exploitation des richesses de l'Azerbaïdjan ne fera qu'augmenter avec l'entrée en vigueur du nouveau plan quinquennal.

Mais il n'est pas seulement que cette branche de l'économie nationale du pays qui se trouve exploitée par les bolcheviks. L'Azerbaïdjan possède d'autres sources de richesses parmi lesquelles, l'une des plus importantes est le coton.

Toujours d'après le *Bakinski Rabotchi*, la production du coton au cours de la période du troisième

plan quinquennal doit atteindre des proportions inconnues à ce jour; elle doit, pour le moins, être doublée.

Le principal producteur du coton en U.R.S.S. est le Turkestan; vient ensuite l'Azerbaïdjan. Dans ces deux régions les plantations de coton se développent au détriment de la culture du froment. De ce fait non seulement la population voit ses ressources en blé diminuées, mais encore lorsque le kolkhoznik ne récolte pas suffisamment de coton, il est privé de blé dont les réserves, et sans cela sont insuffisantes en raison de la limitation des semailles.

Cependant, l'Azerbaïdjan est un pays à cultures variées, et ses richesses ne se limitent point au seul naphthe et au coton; les fruits y abondent, les plantations de thé se développent, la soie y est renommée et ses pêcheries sont des plus productives. Il va de soi que le nouveau plan quinquennal, le troisième, envisage l'intensification de ces produits.

Pour ce qui est du thé, l'Azerbaïdjan en a fourni une assez bonne qualité pendant le deuxième plan quinquennal. D'après le *Bakinski Rabotchi* (10-5-37) l'Azerbaïdjan doit produire 19.000 kg de thé, au cours de cette année; aux 700 hectares de plantations existantes doivent encore s'ajouter 1450 hectares cette année. A la fin du troisième plan quinquennal, les plantations de thé doivent couvrir une surface de 17 à 18 mille hectares. Ces plantations se trouvent dans les rayons d'Astara, de Lenkoran, de Massali, de Belokan, de Zakatal et de Kah.

Et le journal d'ajouter que la culture et l'industrie du thé sont appelées à changer l'aspect de ces rayons.

De nouveau villages y seront construits, de nouvelles routes aussi et ce qui est mieux, les cadres nécessaires de spécialistes seront préparés à ces fins. La constitution de ces cadres ne nous laisse aucune illusion; nous sommes profondément convaincus qu'ils seront entièrement constitués par des Russes.

Cependant, pour récolter la quantité indispensable de coton et autres produits, il faut effectuer certains travaux préparatoires qui comportent tout un système de travaux d'irrigation. Le *Bakinski Rabotchi* du 26-5-37 attire l'attention sur ce fait, rappelant que la seule steppe de Mougan possède 450.000 hectares de terre dont 55.000 sont arrosés. Sur ce chiffre, 33.000 sont réservés aux plantations de coton. La nécessité d'arroser les terres restantes, pose un problème qui exige une prompt solution. Mais c'est là une question aussi grave que complexe. L'on sait que la steppe de Mougan fut autrefois remarquablement arrosée et que les plans d'irrigation étaient basés sur la seule ligne des anciens canaux existants. Tous ceux qui par la suite voulurent s'écarter du système autrefois établi durent revenir à l'ancien système, n'ayant éprouvé que des échecs. Et cette situation n'est pas le fait du seul Azerbaïdjan; elle se retrouve dans d'autres contrées, notamment en Irak et au Turkestan. De nos jours, en effet, tout le système d'irrigation en Irak se reconstitue sur les plans de canalisation effectués au temps de Babylone. Rétablis sous les Khalifes, ces canaux sont restaurés aujourd'hui, grâce au capital anglais.

Il en est de même au Turkestan où les ingénieurs sont tenus de pren-

dre en considération les systèmes en vigueur au temps de Tamerlan.

L'irrigation des steppes de Mougan remonte à bien des années ; l'ancien gouvernement tsarite s'était déjà occupé de cette question. Les travaux se poursuivirent sans répit sous le gouvernement national d'Azerbaïdjan qui concevait toute l'importance de cette entreprise. Il ne restait donc plus aux bolcheviks que de continuer une œuvre commencée.

Mais un nouveau projet surgit : il s'agissait de la construction d'une station hydraulique dans le rayon de Minguétchaour, station appelée à régulariser le débit de l'eau de la Kourra jusqu'à la mer Caspienne. Ce projet a été élaboré par des ingénieurs européens ; une fois les travaux terminés, cette grande œuvre jouera un rôle considérable dans l'économie nationale de l'Azerbaïdjan central et occidental. Les plantations de coton pourront être ainsi développées tout en multipliant le nombre des variétés de coton dont l'une d'elles, le coton, dit égyptien, le meilleur qui soit au monde, y trouve une ambiance favorable.

Ces essais, du reste, remontent à l'année 1912, et depuis cette date, cette variété de coton donne de très bons résultats, au Mougan.

D'autre part, de nouvelles recherches géologiques entreprises sur tout le territoire de l'Azerbaïdjan ont amené la découverte de nouveaux champs de naphte ; les recherches se poursuivent actuellement dans les rayons de Salian et de Kourdemir. A signaler que le rayon des champs pétrolifères s'étend de plus en plus vers les steppes de Mougan qui deviendront peu à peu une région industrielle d'une portée considérable.

Poursuivant l'examen du plan quinquennal, le journal annonce que la production du ciment sera intensifiée, qu'une usine d'auto-tracteurs sera construite à Bakou et qu'elle desservira la Transcaucasie et le Turkestan.

Comme on peut le voir, l'Azerbaïdjan est appelé à jouer un rôle considérable dans les réalisations du troisième plan quinquennal, et nous constatons que ce rôle immense doit répondre aux besoins et aux plans de toute l'U.R.S.S. Pour tout dire, le rôle de l'Azerbaïdjan consiste à fournir à l'U.R.S.S. tout ce dont elle a besoin et rien de plus. Quant à l'Azerbaïdjan, il ne reçoit à peu près rien en échange.

Il semblerait qu'un développement si rapide des capacités industrielles du pays devrait y créer ce même prolétariat dont a parlé M. Staline au 12-me Congrès du parti communiste, lorsque dans son rapport, il insistait sur la création d'une industrie et d'un prolétariat, précisément dans les régions non-russes de l'U.R.S.S. Mais depuis lors, pas mal de temps a passé et M. Staline a changé d'opinion. Au lieu de prolétaires locaux, il introduit des Russes qui s'en viennent occuper la place des populations azerbaïdjaniennes. Il ne fait donc en cela que continuer la politique des tsars russes qui consistait à russifier les provinces et régions habitées par des populations non-russes.

Nous devons également constater, que tout plan relatif à l'économie rurale ou à l'industrie est élaboré par des hommes à eux dévoués ; aussi ces plans n'ont-ils point la valeur qui revient à un pays libre.

Ce n'est qu'avec une complète in-

dépendance du pays que l'Azerbaïdjan pourra fleurir et vivre pour lui **sans être l'objet d'une exploitation abusive.** Tant qu'il en sera autrement, l'Azerbaïdjan restera, en **quelque sorte, colonie de la Russie,** et son rôle n'aura d'autre but que de **servir ses intérêts.** Nous répétons que

le développement national du pays **dans tous les domaines :** politique, économique, etc. n'est possible qu'**avec un Azerbaïdjan effectivement indépendant.** Toute autre combinaison est un pénible esclavage, et c'est de **cet esclavage que le pays doit s'affranchir.** A. A.

## A travers les journaux

### GENÈVE ET LA « DÉMOCRATIE » SOVIÉTIQUE.

M. P.-E. Briquet écrit dans le *Journal de Genève* :

« La fin tragique du maréchal Toukhatchevski, fusillé avec sept généraux avant qu'un jugement ait été rendu par d'autres militaires, ses héritiers, est présent à la mémoire de tous les hommes d'Etat. Le souvenir de ce récent « bain de sang », la certitude que l'U.R.S.S. ainsi décapitée de ses meilleurs chefs d'armée, n'est pas la Puissance que l'on avait cru, tout cela handicape ici l'action de M. Litvinov. Peut-être faut-il attribuer à ces doutes les succès répétés que la diplomatie soviétique vient d'essayer à Genève : protocoles de Nyon, siège espagnol, sanctions contre l'Italie et le Japon, et la liste pourrait être allongée. En cette session, la S.D.N. n'a pas suivi les suggestions moscovites. La raison ? On a commencé à voir les choses telles qu'elles sont, à distinguer que le colosse soviétique est un guerrier aux pieds d'argile.

Si l'on a osé regarder la réalité en face, c'est qu'il est par trop dangereux de se payer d'illusions dans le domaine militaire. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Pourquoi dans d'autres domaines s'abandonner aux rêves ? L'une des fictions auxquelles la dictature de Staline tient le plus, c'est celle de la « démocratie soviétique ». Moscou prétend au rôle de champion de la démocratie. Elle entend ainsi grouper les forces libérales contre le fascisme et prendre leur direction. Les intentions soviétiques n'ont rien de pacifique. Mais la faiblesse de l'U.R.S.S., si tragiquement mise à nu, révèle que si le Kremlin demande sanctions et action, ce n'est pas lui qui fournirait l'effort militaire : d'autres verseraient leur sang, Moscou recueillerait les bénéfices de la prochaine guerre.

Il ne faut pas se payer de mots. Il faut savoir ce qu'est réellement cette « démocratie soviétique ». Que vaut cette nouvelle constitution stalinienne ? Apporte-telle un changement véritable en U.R.S.S., ou ne vise-t-elle qu'à faire croire à ce changement ? La confédération rouge prétend répondre exactement à l'idéal de Wilson : laisser à chaque peuple son droit de libre disposition. Sur cette base, les Soviets sont entrés dans la S.D.N., et les délégués qui votèrent autrefois des résolutions pour la Géorgie envahie et foulée, sont tentés de croire que leurs vœux sont enfin accomplis. Il est certes plus agréable de supposer que tout s'arrange : la conscience peut alors re-

poser tranquille. Mais la réalité, mais les faits ? On ne peut se payer de mots. Pas plus dans le domaine politique que dans le domaine militaire. Admettre la dictature rouge parmi les libres démocraties, c'est vicier leur action, les conduire à l'inévitable défaite.

Le mémorandum soumis à la présidence de l'Assemblée par les représentants des nations opprimées en U.R.S.S. mérite à cet égard de retenir l'attention. Ce document relève quelques-unes des contradictions, calculées, dont fourmille la nouvelle constitution soviétique.

Les articles 125, 127 et 128 de la Constitution, dit-il, garantissant la liberté de parole, de presse, de réunion et l'inviolabilité du citoyen, de sa demeure, de sa correspondance, sont rayés à l'avance par l'art. 2, qui déclare « la dictature du prolétariat comme base politique de l'U.R.S.S. ». L'article 135 introduit le suffrage universel pour tous les citoyens des deux sexes, mais les art. 126 et 141 réservent le choix des candidats au Conseil Suprême du parti communiste, « noyau dirigeant de toutes les organisations tant sociales que d'Etat. D'après l'art. 30, le Conseil Suprême est déclaré « organe supérieur du pouvoir de l'Etat de l'U.R.S.S. », mais l'art. 49 transmet tout ce pouvoir au Présidium du Conseil, plus exactement à son Président, qui ne sera autre que le dictateur lui-même. Selon l'art. 10, la loi sauvegarde le droit de propriété individuelle sur les revenus, épargne, maison d'habitation et héritages, mais l'art. 4 déclare que « la base économique de l'U.R.S.S. est le système socialiste et la propriété socialiste, établis à la suite de l'abolition de la propriété privée ».

L'art. 17 stipule que « chaque république fédérée conserve le droit de sortir librement de l'U.R.S.S. ». Mais 10 sur 11 d'entre elles ont été conquises par la violence, et subissent encore aujourd'hui

l'occupation militaire des Soviets. Les révoltes périodiques de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan, ont été noyées dans le sang. Les gens du Kremlin ont aujourd'hui contre eux, relève la note, jusqu'aux hommes de paille que Moscou entretenait dans les républiques fédérées. Les chefs communistes géorgiens, Mdivani en tête, ont été fusillés. En Ukraine, Ljoubtchenko a été acculé au suicide tandis que partout sévit l'épuration. L'autonomie des républiques fédérées est un trompe-l'œil. Car, les chapitres 6 à 9 de la nouvelle Constitution le présentent, ces Etats ont bien leur « Conseil suprême » et leur « gouvernement », mais toute administration, justice, et l'instruction publique même, sont de la compétence de Moscou. Quant à l'économie, aux finances, aux industries, au commerce, aux kolkhozes et aux sovkhoses, tout est subordonné à Moscou. Rien ne reste aux malheureux, car Moscou possède, grâce à la « socialisation », et s'approprie, à peu près sans contre-partie, le pétrole et le manganèse du Caucase, le coton du Turkestan, le charbon, le fer et les céréales de l'Ukraine.

La S.D.N. ne peut aujourd'hui s'occuper de cette situation ? Elle en aurait pourtant le droit, et même le devoir. Mais les délégués tiendront sûrement compte des faits. Ils se rappelleront, en écoutant les discours soviétiques, que la diminution du prestige de Genève doit être attribuée au sens désormais émoussé de la justice, et que ce mal « a sa source dans la campagne impitoyable menée par le Kremlin contre toute notion de droit et de conscience, contre tout ce qu'il a déclaré « préjugés bourgeois », et qui est l'apanage de la civilisation contemporaine ». Successeur de Machiavel, Lénine déclare que tout est permis pour soutenir la III<sup>e</sup> Internationale. On sait dès lors à quelle aune il faut mesurer la valeur des paroles soviétiques.

P.-E.B.

# CHRONIQUE

## Géorgie

Une exposition de l'art géorgien s'est ouverte, le 17 novembre, dans les salles de la Galerie d'Etat Trétiakov, à Moscou. Elle comprend les œuvres de peintres et de sculpteurs géorgiens depuis le VII-ème siècle jusqu'à nos jours.

Naturellement c'est la personnalité de Staline qui domine toute l'exposition. Staline enfant, Staline adolescent, Staline révolutionnaire, Staline créateur d'une vie nouvelle, c'est toujours Staline qui est la source vivante de toute inspiration et qui élève le niveau de la création artistique. Le bon Dieu lui laissa la terre et se cache, épouvanté, dans les nuages.

Les œuvres des paysagistes géorgiens ont également un caractère idéologique. Nulle part la moindre allusion à la misère d'un pays spolié et réduit en esclavage. C'est la vie « belle et heureuse » qui est chantée et glorifiée à la honte de l'Europe esclavagiste.

## Azerbaïdjan

De Bakou on nous informe qu'un nouveau procès de contre-révolutionnaires et de « bourgeois-nationalistes » de la région vient de commencer. Parmi les accusés on cite l'un des présidents du Comité exécutif central, M. Moussabekov. Tous sont inculpés d'avoir conspiré contre le pouvoir soviétique et contre le gouvernement azerbaïdjanien en parti-

Il n'y a que le passé historique qui échappe au génie de Staline. « Le caractère foncièrement original, dit le *Journal de Moscou*, de la culture artistique du peuple géorgien distingue toutes les productions des arts plastiques du pays, depuis les mosaïques du VII-ème siècle, les anciens bas-reliefs et les fresques représentés à l'exposition. Cette originalité se manifeste également dans l'art de toute la pléiade des remarquables artistes géorgiens du XIX-ème siècle dont le chef est G. Gabachvili, représentant éminent de l'ancienne école réaliste, digne d'être mis au rang des maîtres européens. »

« En se basant, ajoute le *Journal*, sur des traditions culturelles séculaires et en s'affranchissant avec énergie des survivances du formalisme et du naturalisme, les artistes géorgiens luttent avec succès pour un nouveau style soviétique... »

C'est-ce qui déterminera probablement leur déchéance morale... et artistique.

culier. Leur but, en outre était de restaurer le capitalisme dans le pays, d'avoir commis des actes de sabotage, de s'être livrés à l'espionnage au profit d'une Puissance étrangère et d'avoir voulu attenter à la vie de membres du gouvernement soviétique.

Tout dernièrement encore on apprenait que le président de la Ré-

publique autonome d'Azerbaïdjan, Hussein Rahmanov était destitué sous l'inculpation de « trotskisme » et de « boukharinisme ». Depuis, la repression dans le pays n'a fait que s'accroître.

Les « contre-révolutionnaires azerbaïdjaniens, avec l'appui de ceux de Géorgie et d'Arménie auraient es-

sayé, dit le communiqué, de se débarrasser du protégé de M. Staline, le secrétaire du parti communiste — M. Baguirov.

Sur 14 inculpés, 9 ont plus de 40 ans ; 10 d'entre eux sont membres du parti communiste. Au cours de l'instruction, tous les inculpés auraient reconnu leurs actes.

## Ukraine

### *La situation politique.*

Après la découverte au mois d'avril d'un vaste complot militaire à Kiev et à Kharkiv, et après le « suicide » au mois d'août du chef du Gouvernement de l'Ukraine soviétique, M. P. Lioubtchenko, la situation politique en Ukraine est restée des plus tendues et des plus inquiétantes pour le Gouvernement de Moscou.

Dans un long article paru dans l'organe officiel du Gouvernement de Kiev les *Visti* (N° 218 du 21 septembre 1937), intitulé « Les Soviets d'Ukraine à la veille des élections », M. Petrovsky, Président de la République Soviétique d'Ukraine, la caractérise ainsi :

« Nous devons ne pas oublier les conditions spéciales de la lutte des classes en Ukraine. La racaille contre-révolutionnaire et nationaliste du type de Lioubtchenko et de Khvyliia (grand écrivain de l'Ukraine soviétique) songeait à la restauration du capitalisme dans notre pays. Ils voulaient vendre aux gros propriétaires fonciers et aux capitalistes les richesses des fertiles terres ukrainiennes, ainsi que nos charbonnages et nos usines ; ils voulaient passer le

joug au cou de nos travailleurs et de nos paysans... Nous ne devons oublier aucune de ces leçons durant la préparation des élections selon la nouvelle constitution et au cours des élections elles-mêmes ».

D'autre part, les mêmes *Visti* du 20 septembre (N° 217) publient une délibération prise par les militants du parti communiste de la ville de Kiev, sous le titre suivant : « Il faut définitivement découvrir et mater les nationalistes-bourgeois ». Ils déclarent dans cette délibération que les communistes ukrainiens ont cherché, dans leur lutte contre Moscou, des alliés contre l'envahisseur moscovite :

« Les vils chiens de Berlin et de Varsovie voudraient abattre le pouvoir soviétique en Ukraine.. Les nationalistes-bourgeois ont essayé de briser l'amitié du peuple ukrainien pour le grand peuple russe ».

Cette délibération constate que les nationalistes ukrainiens ont encore entre leurs mains le Commissariat de l'éducation nationale de l'Ukraine, le Commissariat de la justice, l'Académie des Sciences de Kiev, le cinéma-tographie, et beaucoup d'autres branches encore de la vie soviétique en Ukraine.

La délibération exige qu'on « s'efforce de débarrasser les rangs du parti des nationalistes nuisibles ».

D'après ces déclarations officielles, la lutte nationale en Ukraine soviétique, au lieu de s'apaiser, s'envenime de plus en plus. Le même organe officiel du Gouvernement de Kiev affirme que la lutte embrasse tout le territoire de l'Ukraine soviétique et presque toutes les branches de la vie nationale.

La terreur intense que le Gouvernement de Moscou exerce de plus en plus en Ukraine démontre suffisamment qu'il est aux abois et qu'il lutte non contre le mécontentement d'une minorité, mais contre le soulèvement d'un peuple entier.

#### *Nouvelles brèves.*

— A Lviv a eu lieu le congrès annuel de l'Union des femmes ukrainiennes ; 250 déléguées représentaient 70 filiales et 1.100 cercles, c'est-à-dire 45.000 femmes ukrainiennes organisées de Galicie. Durant l'année dernière, l'Union a organisé 177 cours culinaires auxquels assistèrent 3.620 membres, 1.240 conférences scientifiques, 260 écoles maternelles. L'Union possède 204 bibliothèques et 19 coopératives de travaux manuels et de vente. En même temps que le Congrès annuel de l'Union des femmes ukrainiennes de Galicie, a eu lieu à Lviv la conférence des représentantes des organisations des femmes ukrainiennes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, d'Amérique et de l'émigration ukrainienne en Europe. Cette conférence a abouti à la fondation de l'Union Internationale des femmes ukrainiennes dont le présidium est composé comme suit : Mme Sophie Rous-

sova, Présidente d'honneur, Mme Milena Roudnytzka, Présidente, Zinaïde Mirna — Secrétaire ; Olena Fédak-Cheparovitch (Galicie), Nathalie Livitzka-Kholodna (émigration de la Grande Ukraine), Irène Prisnevskaya (Volhynie), Olena Chtohryne (Etats-Unis) — membres.

— A Tallin a paru en russe le livre du général E. von Wale, sous le titre : « L'importance de l'Ukraine dans la question de la libération de la Russie des bolchéviks. » L'auteur affirme que l'Ukraine est l'endroit le plus vulnérable de l'URSS, que l'idée d'une Russie « indivisible » est morte et que les russes doivent accepter, volens nolens, le fait que sur les ruines de la Russie Impériale apparaissent des Etats nouveaux formés des peuples opprimés par la Russie.

— La colonie Ukrainienne de New-York a solennellement fêté le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'activité musicale du célèbre compositeur et chef de chœur, O. Kochitz. Le jubilaire a reçu un diplôme de l'Université Ukrainienne de Prague et des milliers de félicitations des organisations ukrainiennes et étrangères et des personnalités artistiques du monde entier.

— L'organisation culturelle des ukrainiens de la Ruthénie Subcarpathique *Prosvita* possède actuellement quatorze filiales, 234 salles de lectures et 18.000 membres.

— L'Institut Royal d'études orientales de Naples a édité une grammaire ukrainienne dans le but de faciliter aux Italiens l'étude de la langue ukrainienne.

— Le XII<sup>e</sup> volume de l'édition : « Les œuvres de Chevchenko » de l'Institut Scientifique Ukrainien de Varsovie, vient de paraître, sous le

titre : « Les œuvres plastiques de T. Chevtchenko ».

— L'édition de l'Université de Chicago vient de faire paraître le livre du Dr. Halytch : « Les Ukrainiens aux Etats-Unis ».

— Le 7 octobre à Lviv est décédé M. Kortchynski, ancien secrétaire du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne, ancien membre de la Rada Centrale (Parlement Ukrainien) ; brillant avocat et homme politique très écouté, qui a rendu de grands services au mouvement national ukrainien avant et pendant la lutte de l'Ukraine pour son indépendance. A l'émigration, il se fixa à Lviv où il a rendu de grands services aux organisations économiques ukrainiennes en qualité de conseil juridique.

#### *Les élections au Soviet Suprême.*

Bien que le gouvernement soviétique ait pris toutes les mesures nécessaires pour ne pas permettre l'élection de candidats indésirables au Conseil Suprême de l'U.R.S.S., il éprouve toujours une grande inquiétude à l'idée qu'on pourrait y introduire d'une façon ou d'une autre des « ennemis » du peuple. Aussi l'éditorial des *Visti* du 3 octobre (N° 228) exprime-t-il le désir du gouvernement bolchévik de l'Ukraine « de voir les commissions électorales exclusivement composées de camarades dévoués à Staline ».

Dans le même numéro des *Visti* on trouve une délibération du Comité Central exécutif de l'Ukraine sous le titre significatif : « Améliorer la préparation des élections au Soviet Suprême ». Tout l'appareil pénal du gouvernement d'occupation et du parti bolchévik est mobilisé en vue

de terroriser la population ukrainienne et de faire élire des créatures moscovites, agréables au dictateur du Kremlin.

#### *En Ukraine Soviétique.*

— Le gouvernement de l'Ukraine soviétique a ordonné l'ouverture d'un grand procès en vue de juger l'administration agricole de trois districts de la région de Kaminetz-Podilsky où l'on avait procédé à la liquidation de tous les Kolkhozes juifs (*Visti* du 15 octobre 1937).

— Le 13 octobre le commissaire de l'industrie alimentaire de l'U. R. S. S., Mikoïan, a ordonné d'urgence l'épuration de l'administration de l'industrie sucrière de la région de Kiev et l'arrestation du chef du « Sucretrust », M. Antonov, et de nombreux membres de l'administration des sucreries. (*Visti* du 16 octobre — N° 239).

— Comme le signalent les *Visti* du 16 octobre, N° 239, dans l'article « Les propagandistes de l'armée rouge à la campagne », les autorités soviétiques en Ukraine envoient constamment pour la propagande aux élections au Soviet Suprême, des soldats des garnisons de grandes villes, qui sont composées pour la plupart de moscovites. Comme le soulignent les *Visti*, la propagande exercée par ces délégués, armés jusqu'aux dents, fait merveille : tout le monde adopte sans résistance en Ukraine les candidatures prescrites par Moscou.

— Les *Visti*, N° 241 du 18 octobre publient qu'à Jytomyr le tribunal populaire a condamné à mort quatre membres d'une association du personnel médical du district de Barychev pour empoisonnement des ani-

maux domestiques et propagande contre-révolutionnaire.

— Le gouvernement bolchévick de l'Ukraine vient d'emprisonner toute la rédaction du journal *Le jeune communiste ukrainien* qui a publié une série d'articles contre l'occupation moscovite en Ukraine.

*Mystérieuse disparition de M. Bondarenko, Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine Soviétique.*

Depuis un mois, les journaux bolchévicks de l'Ukraine Soviétique ne mentionnent plus le nom de M. Bondarenko, Président de Conseil des Commissaires du peuple de l'Ukraine, qui avait remplacé M. P. Lioubtchenko, déclaré ennemi du peuple et qui s'était « suicidé » au mois d'août.

Le nom de M. Bondarenko n'est pas mentionné dans les listes des candidats pour les élections au Soviet Suprême. L'opinion générale en Ukraine est que M. Bondarenko a été liquidé par Staline pour avoir montré son incapacité à réprimer la révolte qui dresse l'Ukraine contre les autorités d'occupation russe.

*La Conférence de M. le professeur A. Choulguine à la Société J.-J. Rousseau à Genève.*

Le 29 octobre M. A. Choulguine, professeur de l'Université de Prague, membre du Comité d'Amitié des Peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, a fait à l'Assemblée annuelle de la Société J.-J. Rousseau à Genève une brillante conférence sur les idées nationales de J.-J. Rousseau, conférence qui, grâce aux connaissances étendues du conférencier spécialiste de la révolution, nous présente J.-J. Rousseau sous un nouvel aspect encore insoupçonné.

J.-J. Rousseau n'est pas seulement le père des idées démocratiques modernes mais il est aussi le père des idées nationales qui ont soulevé beaucoup de peuples opprimés et les ont poussés sur le chemin d'un patriotisme ardent.

L'originalité de la conférence et les très intéressantes conclusions du conférencier lui ont valu un accueil chaleureux de la Société J.-J. Rousseau, ainsi que de la presse genevoise qui, comme, par exemple, le *Journal de Genève*, a donné des articles élogieux.



## BIBLIOGRAPHIE

« DE GRANDES FIGURES EN DE CADRES ETROITS »

(en géorgien)

par Mme Thamar PAPAVALA

Khéladzé — éditeur. Paris 1937.

Ce volume de plus de 300 pages est à la fois une vaste fresque d'événements qui se sont déroulés en Géorgie au début du siècle passé et une résurrection de ces « grandes

figures » de femmes qui nous sont présentées animées d'une vie intellectuelle intense et d'un sentiment patriotique à toute épreuve.

D'une manière alerte et parfois

brillante, Mme Tamar Papava décrit les épisodes de cette lutte épique où devait succomber un royaume de vieille civilisation chrétienne et s'établir à sa place la domination barbare d'un empire de proie. On croit généralement — et les historiens russes n'ont pas manqué de soutenir ce mensonge — que la pénétration russe en Géorgie a été accomplie d'une manière pacifique. Il n'en fut rien. Au contraire, chaque province géorgienne, chaque ville, chaque village s'est dressé contre les envahisseurs qui, venus sous prétexte de protéger le christianisme en Orient, se mirent à la destruction méthodique de toutes les institutions nationales et sociales de la Géorgie. La révolte éclatait partout et, chose curieuse, partout où un mouvement insurrectionnel se dessinait, une « figure de femme » surgissait à la tête de ce mouvement pour mener la lutte à outrance. C'est presque toujours une femme qui anime le mouvement, recrute les partisans, organise la résistance, assume souvent le commandement et transforme son château en une forteresse imprenable, mais destinée, hélas ! à être rasée à coups de canons russes. Telles furent les princesses royales Ketevane, Mariam, Teclé, filles du roi Iracli II, Cathérine et Manana Orbéliani, Mélanie Eristavi, Catherine Tsereteli, la princesse de Mingrélie Nino, Daredjane Abachidzé et tant d'autres qui illustrèrent les pages de cette lutte aussi longue que sanglante. Ces femmes incomparables ont disparu, mais leur esprit, leur verve, leur courage et ce fluide mystérieux qui émanait de leur charmantes personnalités et qui soulevait les hommes et cimentait la résistance,

tout cela nous est rendu dans un livre avec un sens psychologique profond, avec verve qui ne se dément pas et qui établit comme une vérité indiscutable la perfidie et le vandalisme russe.

Tout y est d'une brûlante actualité.

Que dire encore de Mme Papava, sinon qu'elle laisse aux générations qui auront à tenir le flambeau un témoignage impartial d'événements qui déterminent notre avenir. Elle le laisse non point comme l'eût fait une simple interprète, mais comme seule le pouvait faire la plus sincère et la plus intelligente des femmes de lettres.

G. G.

■  
*Les Origines de la Presse et l'Imprimerie*, par M. André Ravry, journaliste. Magnifique Album renfermant 172 pages de texte, format 25×32 et 70 hors-texte en plusieurs couleurs par tous les procédés graphiques connus. Publié par le « Bulletin Officiel » des Maîtres Imprimeurs de France, 7, rue Suger, Paris (VI<sup>e</sup>). Prix : 80 francs pour la France, 100 francs pour l'Étranger.

**ERRATA.** Dans le « Mémoire », publié dans le précédent numéro, il s'est glissé quelques erreurs. Il faut lire : « la ferme volonté des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine de rétablir leur indépendance » (p. 3, 2-me colonne).

*Une statistique*, au lieu de « une situation » (p. 5, 1-ère colonne).

« D'après l'article 30, le Conseil Suprême est déclaré l'organe supérieur du pouvoir d'Etat de l'U.R.S.S., mais l'article 49 transmet tout ce pouvoir au Présidium (p. 6, 2-ème colonne).

E5114E  
1937

---

IMPRIMERIE  
DE NAVARRE  
5, rue des Gobelins  
PARIS 13<sup>e</sup>

---